

/ HALTE AU PILLAGE !

novembre 2013

PLUS DE 400 M€ D'EXCÉDENTS FINANCIERS À FIN 2013 QUI APPARTIENNENT AUX ASSURÉS SOCIAUX DES IEG.

UNE VOLONTÉ DU GOUVERNEMENT DE RÉCUPÉRER 170M€ SUR CES EXCÉDENTS POUR RENFLOUER LES CAISSES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE ET UNE LIMITATION À 15M€ DES POSSIBILITÉS D'AMÉLIORATIONS DES PRESTATIONS.

Dans sa lettre ouverte du 6 Novembre 2013 adressée à Marisol Touraine, **FO Énergie et Mines dénonce les contre-vérités ou les oublis fâcheux énoncés par le Ministre de la Santé** pour tenter d'expliquer cette spoliation des 170M€ que FO continue de dénoncer.

C'est inacceptable. Les excédents financiers sont le fruit des cotisations des assurés des IEG, ils doivent leur revenir au travers d'améliorations des prestations.

7M€ au départ proposés par les Employeurs, 15M€ aujourd'hui proposés par les Pouvoirs Publics, l'histoire retiendra que cette dernière proposition, que notre fédération juge toujours insuffisante, est à mettre sur le compte des actions menées par FO Énergie et Mines.



Les revendications de FO Énergie et Mines ne sont pas utopiques mais réalisables :

- **20 M€ d'améliorations des prestations** permettant de baisser réellement les restes à charge des assurés sociaux.
- **Renforcement de la solidarité intergénérationnelle**, socle des valeurs de la protection sociale.
- **Baisse des cotisations des Actifs** pour rééquilibrer les comptes annuellement et ne plus générer d'excédents.
- **Création d'un fonds social Camieg** permettant de prendre en charge certains remboursements rejetés par la Camieg au motif de non-respect de la réglementation par exemple.

À la demande de FO Énergie et Mines, le dernier Bureau de la Camieg a validé des améliorations chiffrées des prestations à 15M€ et 20M€. Ces éléments ont été adressés aux Pouvoirs Publics avec **l'exigence d'une rencontre avec le Ministère de la Santé et pour objectif une mise en œuvre au 1^{er} Janvier 2014**. Notre opiniâtreté porte ses fruits, la réunion est fixée au 2 Décembre 2013.

Alors que le débat parlementaire n'est pas clos sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2014, **FO Énergie et Mines persiste et signe pour ses légitimes revendications.**